

Des produits locaux accessibles à tous !

Le marché alimentaire ouest-africain est très vulnérable aux fluctuations des prix mondiaux et au dumping. Comment concilier juste rémunération des paysans et prix accessibles aux classes populaires tentées par les importations bon marché ?

30 à 60 %

du budget des ménages passe dans l'alimentation

En Afrique de l'Ouest, les produits transformés locaux correspondent pour la plupart à des marchés de niche et s'adressent aux catégories aisées de la population ou aux classes moyennes en émergence. Même si ces filières permettent aux acteurs locaux de dégager des marges plus importantes, les quantités vendues restent limitées. Comment garantir l'accès de tous à une alimentation locale de qualité ? La question est d'autant plus cruciale que l'alimentation représente une part très importante du budget des ménages ouest-africains, entre 30 et 60 %. Sachant, comme le rappelle l'agroéconomiste Hubert Cochet, qu'« il ne peut y avoir de juste rémunération des producteurs et d'accès à une alimentation de qualité pour tous sans un minimum de protection aux frontières permettant de se protéger de l'influence délétère des bas prix mondiaux et surtout de leurs fluctuations ».

TRAVAILLER AVEC LES INTERMÉDIAIRES

Elphège Ghestem d'Agrisud au Sénégal et Estelle Koïta des Maisons familiales rurales au Burkina

Faso en témoignent¹ : un cadre de concertation entre paysans et intermédiaires commerciaux facilite l'acheminement des denrées vers les marchés. Au Sénégal, la coopérative Sell-Sellal commercialise des produits agroécologiques sur des marchés de niche à Dakar mais elle envisage également d'établir des liens d'affaires avec des *bana-bana*, nom donné aux intermédiaires commerciaux, pour écouler des quantités beaucoup plus grandes.

Les commerçants sont intéressés par la qualité agroécologique des produits car elle améliore leur conservation. Karfa Diallo d'Enda Pronat, qui appuie la coopérative, explique : « Le marché de Thiaroye [l'un des plus gros de Dakar] est codifié et un niveau de qualité est attribué à chaque producteur. Les *bana-bana* savent s'ils peuvent s'engager sur de longues distances comme Touba, Kaolack ou Tambacounda. » Et comme le marché de Thiaroye est organisé en parcs par produit, Sell-Sellal va négocier avec les autorités locales pour avoir son propre parc de produits agroécologiques.

COLLABORER AVEC LES RESTAURATRICES DE RUE

La restauration de rue est accessible à toutes les classes sociales en Afrique de l'Ouest. En raison des prix de gros de l'approvisionnement et d'une utilisation rationalisée de l'énergie pour la cuisson, manger dans la rue est peu coûteux. Fatou Ndoye, chargée de programme alimentaire à Enda Graf Sahel au Sénégal précise : « Nous avons comparé le prix entre le couscous préparé chez soi et celui vendu dans la rue, la différence va du simple au double, voire parfois au triple. Cela revient plus cher d'acheter un petit sachet de couscous, de quoi faire de la sauce et de préparer. C'est pour cette raison que les populations pauvres se rabattent sur la restauration de rue. » Les projets

Vente de produits agroécologiques par la coopérative Sell-Sellal à Dakar, Sénégal © Enda Pronat





Vente ambulante de bouillies locales fortifiées dans un quartier non loti de Ouagadougou, Burkina Faso
© Gret



qui tissent du lien entre les transformatrices et les restauratrices se multiplient.

Pour faire coïncider l'offre des paysans avec la demande et abaisser les coûts, Échoppe, au Togo, a imaginé un nouveau type d'intermédiaire. L'entreprise sociale Planète paysans fournit aux restauratrices de rue du maïs de qualité à des conditions avantageuses. « Le gros avantage des circuits courts est de permettre aux paysans et restauratrices de communiquer sur leurs besoins respectifs, explique Claude Nutsudzie, gérant de l'entreprise. Échoppe avait d'abord essayé de les mettre directement en lien. Mais les coûts de collecte, de stockage et de transport doivent être optimisés pour assurer un approvisionnement de qualité qui reste abordable. Avec quelques investisseurs togolais partageant les valeurs de l'économie sociale et solidaire, Échoppe a créé l'entreprise sociale Planète paysans qui joue un rôle d'intermédiaire entre la ville et la campagne. »

Comme l'entreprise préfinance les campagnes agricoles, elle bute sur un problème de trésorerie pour grandir et accéder à l'autonomie financière. Le système bancaire togolais ne soutient pas de tels projets, en prise directe avec l'agriculture locale, considérés comme trop risqués. Pourtant ce type d'initiative est bien de nature à favoriser l'accès du plus grand nombre à une alimentation de qualité. Là, comme ailleurs, les politiques manquent pour soutenir le développement de ce secteur. Et Fatou Ndoye d'évoquer la mise en place d'un fonds de crédit entre producteurs et restauratrices ou de centrales d'achats au niveau des communes pour faciliter l'accès des restauratrices aux produits locaux.

Restauratrices de rue à Lomé, Togo
© A-F Taisne et Échoppe

UNE FORTE PRODUCTION AGRICOLE ET UN TAUX ÉLEVÉ DE MALNUTRITION PEUVENT COEXISTER

SORTIR DU PRISME CÉRÉALIER

L'insécurité alimentaire n'est pas qu'une question de revenu. La boucle du Mouhoun au Burkina Faso et la région de Sikasso au Mali sont connues comme les greniers à céréales de leur pays. Paradoxalement, une forte production agricole et un taux élevé de malnutrition y coexistent. Ces régions ont en commun la monoculture du coton et des céréales, sans diversification agricole. À cela s'ajoutent une méconnaissance des bonnes pratiques alimentaires et l'inégalité de genre qui fait que les femmes, responsables de l'alimentation et des soins aux jeunes enfants, perçoivent peu de revenus de leur travail au sein de l'exploitation familiale. Les solutions passent par l'éducation nutritionnelle, l'amélioration de la situation des femmes et la diversification des productions (maraîchage, niébé, soja, etc.).

Sortir du prisme céréalière, c'est aussi revoir les politiques agricoles et alimentaires focalisées sur les céréales au détriment d'autres filières. Avec la diversification alimentaire, ce sont surtout les ingrédients dits « de sauce » qui pèsent dans le budget (produits animaux, huile, légumes, etc.). Le marché urbain de ces cultures, passées du statut de « vivrières » largement autoconsommées à celui de « commerciales », est nettement plus important que celui des céréales. Les filières animales, en particulier, sont stratégiques pour lutter contre l'insuffisance protéino-énergétique dont souffrent les populations vulnérables.

Dans les filières avicoles et laitières, même si le produit local a la préférence des consommateurs, le coût de production donne l'avantage aux importations. Cette concurrence déloyale vient décourager la production nationale² et renforce le déficit du pays en protéines animales. L'URP-AL, une organisation paysanne béninoise, promeut le lait de soja (bien moins cher), consommé comme tel ou incorporé au fromage de lait de vache traditionnel (*wagashi*). Une autre solution est le développement des espèces à cycle court (volailles, lapins) et de la vente à la découpe s'adaptant à toutes les bourses.

Enfant tenant une pintade locale labellisée « Or gris des savanes » dans le nord du Togo
© Élevages sans frontières



CIBLER LES PLUS PAUVRES

Diverses initiatives ciblent de manière spécifique les plus vulnérables. Que ce soit en plaçant l'offre de produits de qualité dans les quartiers pauvres³, en mobilisant des fonds pour subventionner l'achat de repas par les écoliers défavorisés de Dakar⁴ ou encore en cassant les représentations associées aux agriculteurs pauvres pour qu'ils aient accès à un accompagnement qui leur permette de sortir de l'insécurité alimentaire. Le Gret, qui pilote le projet Repam⁵ au Burkina Faso, explique ainsi : « Travailler avec les plus pauvres est une innovation. La vision des agriculteurs pauvres ou très pauvres par certains leaders [paysans] était défavorable. La plupart d'entre eux considéraient en effet que la pauvreté est une conséquence de la "paresse". Les études qualitatives ont montré que le projet a changé cette perception en prouvant que si les paysans pauvres sont dotés de moyens, ils peuvent, comme les autres, obtenir de bons résultats. » Et ainsi augmenter leurs réserves pour l'autoconsommation et l'alimentation des marchés.

Pour Malick Diallo, directeur de l'ONG ICD au Mali, la conclusion s'impose : « L'équation "juste rémunération des producteurs/access à une alimentation de qualité pour les populations vulnérables" sera résolue lorsque les politiques mettront l'accent sur l'agriculture familiale, gage du développement durable de nos pays en voie de développement. Si elle est soutenue, cette agriculture peut produire plus qu'il n'en faut pour les producteurs. »

| Hélène Basquin Fané

1. Voir les témoignages d'Estelle Koïta de l'UNMFRBF, pp. 98 et 99 et d'Elphège Ghestem d'Agrisud, pp. 116 et 117.

2. Les races locales sont peu productives, avec, par exemple, 1,5 litre de lait par jour et par vache. 3. Voir les témoignages d'Estelle Juré du Gret, pp. 100 et 101 et d'Emmanuel Rouamba d'ASD, p. 92. 4. Voir le témoignage de Dominique Laure du Grdr, pp. 110 et 111. 5. En savoir plus : www.fao.org/fileadmin/user_upload/food-security-capacity-building/docs/Nutrition/BurkinaFaso/Resilience_des_Population_pauvre__REPAM-Gret.pdf